



Chirac, Villepin, Sarkozy..., le scandale d'un Etat au service des profits ! Notre motion de censure, la lutte des travailleurs !

Le feuilletton de l'affaire Clearstream continue d'alimenter la chronique. Démentis de vrais mensonges, confirmation de fausses vérités, les manipulations, guidées par la paranoïa des ambitions rivales qui s'entre-déchirent à la tête de l'Etat, écoeurent et révoltent tout autant qu'elles déroutent. Comment s'y reconnaître dans cet imbroglio dans lequel les principaux acteurs se prennent les pieds ! Mais quelle leçon de choses politiques. C'est bien la logique d'un système qui s'étale cyniquement au grand jour.

L'ETAT AU SERVICE DES MULTINATIONALES

La nature de la société Clearstream qui est au coeur de l'affaire est en elle-même un acte d'accusation contre ce monde de politiciens affairistes. Il s'agit d'une société de transactions financières par laquelle circulent les capitaux servant aux règlements des opérations boursières ou autres... Chaque jour, elle effectue plus de 250 000 transactions, travaille dans plus de 100 pays dont plus de 40 paradis fiscaux.

Derrière Clearstream, le deuxième personnage important de l'affaire, c'est EADS, le groupe aéronautique dont un des dirigeants serait « le corbeau »... C'est lui qui aurait remis à un juge les listings de la société Clearstream où auraient figuré les hommes politiques, supposés bénéficier de la générosité intéressée d'EADS. Il aurait agi entraîné dans des luttes de pouvoir, comme Villepin et Chirac auraient agi contre Sarkozy... Par-delà les détails de cette affaire boueuse, ces révélations mettent sur la place publique les liens entre l'Etat et les multinationales, les sociétés financières qu'il sert.

LES PROFITS CONTRE LA DEMOCRATIE

L'affaire Clearstream illustre à quel point la concentration des pouvoirs économiques et financiers, entre quelques mains participant à des réseaux internationaux occultes, étouffe toute vie démocratique. La démocratie n'est qu'un faux-semblant servant à désigner un gouvernement au service de cette aristocratie financière.

Il est significatif du cynisme de ces gens-là qu'au coeur de l'affaire Clearstream, le conseil d'administration d'EADS, un des principaux protagonistes du feuilletton financier politico-judiciaire, annonce la fermeture de l'usine de Mérignac de sa filiale Sogerma, soit près de 6000 licenciements avec la sous-traitance. Et cela pour accroître la rente financière des actionnaires.

Oui, c'est bien tout le système qui est corrompu, antidémocratique car il est soumis aux intérêts d'une minorité contre les intérêts de la majorité.

LA DEMOCRATIE, C'EST LA MOBILISATION

Bien sûr, ce gouvernement doit partir et céder la place. Désavoué par les luttes et les urnes, embourbé dans le scandale de ses propres rivalités et ambitions, il n'a aucune légitimité. La moindre des démocraties serait de donner la parole aux citoyens, d'organiser de nouvelles élections à la proportionnelle intégrale pour en finir avec le régime présidentiel, qui rend Chirac intouchable, et toutes les institutions de la Vème République.

Mais la mise en place d'une réelle démocratie suppose que la population ait le droit permanent de contrôler la marche de l'économie, des banques et de l'Etat.

L'égalité est un vain mot quand une poignée de financiers peuvent décider, hors de tout contrôle, du sort de milliers de salariés, de toute la société.

La démocratie, c'est la mobilisation contre les licenciements à la Sogerma, contre la loi « Egalité des chances » qui réintroduit l'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit à partir de 15 ans ou le projet de loi CESEDA qui nie les droits des immigrés.

La démocratie, c'est le droit pour la population de contrôler et de décider.

Le 15/05/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :